

Délibération n° 2018-02-08/6

Objet : Attribution de compensation d'investissement complémentaire – Accord de principe

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 8 FÉVRIER 2018**

L'an deux mille dix-huit, le huit février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 2 février 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne – M. Pellet – J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau – G. Riguidel - B. Rodriguez – S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leiendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - S. Waselynck - I. Gianiel

Absents représentés : A. Conesa excusé pouvoir à J.M. Malek - - G. Della Ragione excusé pouvoir à M. Pellet

Absent excusé : B. Lledo

Monsieur le Maire rapporte :

Par courrier du 24 janvier 2018 adressé au Maire de Pérols, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole fait part de la proposition déjà présentée en conférence des maires et en réunion des Directeurs Généraux des Services, d'une attribution de compensation d'investissement complémentaire (ACI).

La commune est appelée à faire connaître son souhait de s'inscrire dans ce dispositif avant le 15 février 2018.

La proposition d'ACI complémentaire de la Métropole est exposée dans les termes suivants :

Extrait de la lettre du Président de Montpellier Méditerranée Métropole du 24 janvier 2018

Eléments de contexte :

Comme vous le savez, le montant de l'attribution de compensation (AC) initiale définie pour votre commune en 2015 est composée d'une part de fonctionnement et d'une part d'investissement.

Afin de limiter l'effet sur l'épargne communale de l'inscription de ces crédits d'investissement en section de fonctionnement via l'AC, il avait été convenu de minorer cette part investissement de l'AC voirie (hors matériel) de 30 %.

Compte tenu des nouvelles dispositions ouvertes par l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2016, il est aujourd'hui possible d'inscrire une part des AC en investissement. Aussi, nous vous proposons de compléter le montant d'AC initiale d'une part d'AC inscrite en investissement.

Intérêt de l'opération :

Cette opération pourrait permettre de se substituer aux versements récurrents de fonds de concours qui représentent un travail administratif et financier important pour pallier un manque structurel de crédits.

Le choix du montant d'ACI complémentaire :

Le montant de cette AC investissement est laissé à l'appréciation de chaque maire, selon ses besoins et après validation par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

Elle pourrait donc représenter tout ou partie des 30 % non pris en compte initialement.

Elle pourrait aussi excéder cette part s'il s'avérait que l'évaluation initiale de la CLETC comportait des éléments devant être corrigés.

Le montant que choisira votre commune devrait représenter ses besoins structurels d'ici la fin du mandat, mais bien que la procédure d'approbation du dispositif soit lourde, rien ne s'oppose à un nouvel ajustement ultérieur.

Une bonification métropolitaine :

Afin d'accompagner l'effort d'investissement, la Métropole pourra compléter le versement de l'AC d'investissement complémentaire que la commune aura adoptée par l'inscription de crédits métropolitains supplémentaires d'un montant équivalent, plafonnés à 30 % de la part investissement retirée de l'AC initiale.

La procédure :

Cette disposition devra être présentée en CLETC.

Le rapport de CLETC devra être adopté en conseil métropolitain à la majorité des 2/3 puis dans chaque commune intéressée : une commune est intéressée dès lors qu'elle souhaite verser une AC d'investissement complémentaire.

Les communes qui ne souhaitent pas s'inscrire dans le dispositif ne sont pas intéressées et n'ont pas à se prononcer, leur montant d'AC demeure inchangé.

Afin de mettre en œuvre cette proposition au plus vite, nous souhaiterions que votre commune nous fasse part de ce qu'elle souhaite mobiliser d'ici le 15 février 2018.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Donner son accord de principe sur cette procédure de création d'une attribution de compensation d'investissement complémentaire inscrite en section d'investissement au budget communal ;
- Inscrire la commune de Pérols dans le cadre de ce dispositif à hauteur de 30 % de la décote initiale de l'Attribution de compensation.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 22 voix (4 contre : A. Estève – C. Germain – C. Prost – I. Gianiel / 2 abstentions : A. Jamet – S. waselynck).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 8 février 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO